

## **Violences policières et violences sociales contre la jeunesse des quartiers populaires**

### **Les enseignants du collectif "Touche pas ma ZEP" dénoncent le sort réservé à leurs élèves**

Dans un ouvrage intitulé "*Violences urbaines, violences sociales, genèse des nouvelles classes dangereuses*", Stéphane Beaud et Michel Pialoux montraient magistralement comment les épisodes de violences urbaines fleurissent sur le terreau des violences sociales de toutes sortes : échec scolaire, précarisation et chômage pour les jeunes peu qualifiés, discriminations à l'embauche, stigmatisations diverses faisant naître des sentiments de victimisation collective. Ils soulignaient également que dans ce contexte, il suffisait d'un fait de violences policières — l'injustice de trop — pour susciter la révolte de la jeunesse des quartiers populaires. Cela a été le cas en 2005 et c'est à nouveau le cas avec l'affaire Théo.

Depuis trop longtemps, la jeunesse des quartiers populaires subit au quotidien les contrôles au faciès, les interpellations arbitraires, les insultes et les violences de la part de la police de ces quartiers. Nous, personnels d'établissements relevant de l'éducation prioritaire, avons connaissance de cette situation depuis longtemps.

Lors des rassemblements de protestation contre les violences policières du jeudi 23 février, devant les lycées, nous avons été témoins de comportements inacceptables : voiture de la BAC roulant au milieu des élèves, vitres ouvertes, et gazant les élèves au passage, élèves interpellés violemment, plaqués contre le trottoir ou tirés par les cheveux, élèves copieusement insultés par des agents de police, élèves menacés dans le commissariat de police de subir le même sort que Théo, etc.

Les élèves actuellement scolarisés dans nos établissements ont à subir la violence sociale d'un Etat qui abandonne les lycées en éducation prioritaire. Cinq mois de mobilisation de leurs enseignants n'ont pas suffi à obtenir la moindre garantie de Najat Vallaud-Belkacem concernant les moyens attribués à leurs établissements. Ce ministère a en effet décidé d'abandonner en connaissance de cause toute politique d'éducation prioritaire pour les lycées. Jeudi dernier, ils ont subi devant leur établissement les violences policières. Il existe un lien évident entre la violence d'Etat qui s'exprime à travers cette répression policière, et la violence sociale qui consiste à démanteler les services publics dans ces quartiers et notamment le service public d'éducation.

**Nous dénonçons la répression policière qui s'abat sur les jeunes des quartiers populaires. Nous appelons les personnels des établissements de ces quartiers à accompagner les jeunes lors des rassemblements pour les protéger de l'arbitraire de la répression policière, car l'expérience montre que c'est le meilleur moyen pour éviter que la situation ne dégénère.**